



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT
DES
CONSEILS DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE ET DU FONDS
SUR LE

TRANSFERT DE RESSOURCES RÉELLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433

Téléphone : (202) 458-2980

Fax : (202) 522-1618



Istanbul, Turquie, le 5 octobre 2009

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

1. Le Comité du développement s'est réuni aujourd'hui, 5 octobre, à Istanbul. Nous tenons à assurer de notre solidarité les populations d'Asie et du Pacifique victimes des récentes catastrophes naturelles. La Banque se tient prête à les aider.

2. L'économie mondiale montre des signes de reprise, mais des risques demeurent. Dans de nombreux pays en développement, les pauvres et les plus vulnérables souffrent de plus en plus des effets de la récession. Quelque 90 millions de personnes de plus pourraient ainsi basculer dans l'extrême pauvreté d'ici la fin de 2010 à cause de la crise. Les progrès réalisés au prix de durs efforts en direction des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) sont maintenant compromis. Pour protéger les pauvres, nous engageons les membres à honorer l'engagement qu'ils ont pris d'accroître le montant et l'efficacité de leur aide. Les pays en développement ont un rôle important à jouer dans le redressement de l'économie mondiale, et de leurs progrès dépend la croissance à venir. Nous constatons avec satisfaction que les pays en développement continuent d'améliorer leur cadre de politique économique, et nous réitérons qu'il faut impérativement s'attaquer aux contraintes de financement et investir dans les pays en développement si l'on veut promouvoir une croissance durable. Nous rappelons aussi que la reprise des échanges et des investissements sera le moteur de la croissance, et nous prions instamment les membres de ne pas prendre de mesures protectionnistes.

3. Nous saluons la riposte vigoureuse du Groupe de la Banque mondiale à la crise. Nous notons que les engagements de la BIRD ont quasiment triplé cette année pour représenter 33 milliards de dollars, et que ceux de l'IDA ont atteint le montant record de 14 milliards de dollars. L'IFC a su à la fois innover résolument et mobiliser efficacement des ressources, en finançant 10,5 milliards de dollars d'investissements pour son propre compte et en levant un montant supplémentaire de 4 milliards de dollars dans le cadre de nouvelles initiatives à l'appui du commerce mondial, de l'infrastructure, de la microfinance et de la capitalisation des banques. Nous soulignons qu'il importe de tirer les leçons de la crise et de les prendre en compte dans les futurs travaux du Groupe de la Banque. Nous soutenons les efforts déployés par la Banque pour relever les défis de développement à long terme qui cadrent avec l'avantage comparatif dont elle dispose dans certains domaines, qu'il s'agisse d'investir dans les infrastructures, de promouvoir le secteur privé comme source de croissance et d'emploi, de combattre le changement climatique, d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer les États fragiles ou d'appuyer la réforme de la gouvernance, en particulier l'initiative pour la restitution des avoirs volés. Nous notons avec satisfaction qu'une stratégie est en cours d'élaboration pour guider l'action du Groupe de la Banque après la crise et nous attendons avec intérêt de l'examiner à notre prochaine réunion. Nous demandons au Groupe de la Banque mondiale de s'attacher avec les banques régionales de développement à dresser un bilan de leurs missions respectives et des modalités de leur collaboration.

4. Nous saluons la rapidité et l'efficacité de l'action du FMI. Les pays membres honorent l'engagement qu'ils ont pris de tripler les ressources du FMI. Nous accueillons avec satisfaction la nouvelle allocation de DTS ; la décision de porter la capacité de prêts concessionnels à moyen terme du FMI à 17 milliards de dollars, soit plus du double de sa capacité

actuelle ; la réforme des facilités du FMI en faveur des pays à faible revenu ; et la rationalisation de la conditionnalité structurelle du FMI. Nous soutenons les efforts déployés conjointement par le FMI et la Banque pour impartir davantage de souplesse au Cadre de viabilité de la dette et au Programme d'évaluation du secteur financier.

5. Nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale à utiliser pleinement ses ressources actuelles, et nous notons avec satisfaction qu'il est dans une position qui permettra à la BIRD de fournir plus de 100 milliards de dollars de financements sur une période de trois ans. Nous nous félicitons des progrès accomplis dans le cadre de l'examen de mesures visant à améliorer la capacité et la viabilité financières du Groupe de la Banque mondiale. Nous nous sommes engagés à assurer que le Groupe de la Banque mondiale dispose de ressources suffisantes pour faire face aux problèmes de développement qui se poseront à l'avenir, et nous demandons que soit préparé un nouvel examen portant, notamment, sur une éventuelle augmentation générale du capital du Groupe de la Banque mondiale, qui devra être achevé en temps voulu pour qu'une décision puisse être prise au printemps de 2010. Cet examen devrait aussi analyser toutes les formules prévisionnelles possibles et prendre en compte l'infusion de capital qui résulterait d'une augmentation spéciale du capital associée à la réforme de la voix. Dans le cadre de l'examen d'une éventuelle augmentation générale du capital de l'IFC, l'analyse devrait aussi porter sur l'utilisation du capital hybride.

6. Il importe de maintenir les dépenses essentielles au titre de la santé, de l'éducation, des filets de protection sociale, de l'infrastructure et de l'agriculture dans les pays à faible revenu, tout en conservant un niveau d'endettement tolérable. Dans ces circonstances, nous nous engageons à veiller à ce que l'IDA ait les ressources concessionnelles dont elle a besoin. Nous nous engageons à examiner, lors de l'examen à mi-parcours d'IDA-15, les avantages que pourrait présenter un nouveau mécanisme d'intervention de l'IDA pour protéger les pays à faible revenu lorsqu'une crise survient. Nous demandons à la Banque de constituer un fonds fiduciaire multilatéral pour financer l'Initiative pour la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu, en coordination avec d'autres institutions multilatérales et d'autres initiatives pertinentes. Nous demandons également au Groupe de la Banque mondiale d'étudier d'autres moyens de mettre davantage de ressources, notamment des prêts-enclave de la BIRD, à la disposition des pays à faible revenu.

7. Nous nous engageons à mettre en œuvre une réforme de la gouvernance et de l'efficacité opérationnelle conjointement à la réforme de la voix afin d'assurer la pertinence, l'efficacité et la légitimité de la Banque mondiale. Nous soulignons l'importance de progresser en direction d'une répartition équitable des droits de vote au sein de la Banque mondiale en adoptant une formule dynamique qui reflète principalement l'évolution du poids des États membres dans l'économie mondiale et la mission de développement de la Banque mondiale, et qui produise, dans le cadre du prochain examen de la répartition du capital, un accroissement considérable d'au moins 3 % des droits de vote des pays en développement et en transition, en sus de l'accroissement de 1,46 % effectué dans le cadre de la première phase de cet important ajustement en faveur des pays sous-représentés. Tout en reconnaissant la contribution des pays surreprésentés, il sera important de protéger les droits de vote des pays pauvres les plus petits. Nous réitérons l'engagement que nous avons pris de parvenir à un accord au plus tard aux Réunions de printemps 2010.

8. Il est essentiel de continuer d'apporter des améliorations à la gouvernance institutionnelle, à la transparence et à l'efficacité opérationnelle du Groupe de la Banque mondiale pour pouvoir relever les défis de développement du XXI^e siècle. Nous notons avec satisfaction les réalisations à ce jour et nous demandons qu'un rapport soit préparé en vue de notre prochaine réunion sur les progrès accomplis et les propositions formulées pour faire avancer ces réformes.

9. Le Comité exprime sa gratitude au Gouvernement de la République de Turquie pour avoir été l'hôte des Assemblées annuelles. Il tient à remercier M. Agustin Carstens, ministre mexicain des Finances, pour les orientations et l'impulsion qu'il a su imprimer au Comité au cours des trois dernières années en sa qualité de président et souhaite la bienvenue à son successeur, M. Ahmed bin Mohammed Al Khalifa, ministre bahreïnite des Finances.

10. La date de la prochaine réunion du Comité, qui se tiendra à Washington, est fixée au 25 avril 2010.